

Notre mission est d'aider les Canadiens et les Canadiennes
à maintenir et à améliorer leur état de santé.

Santé Canada

On peut se procurer des exemplaires
supplémentaires auprès de :

Division de l'enfance et de la
jeunesse

Santé Canada

Ottawa (Ontario)

K1A 1B5

Indice de l'adresse : 1909C2

(613) 957-3436 (Téléphone)

(613) 952-1556 (Télécopieur)

Also available in English under the title:

*Turning Points: Canadians from coast to
coast set a new course for healthy child
and youth development*

ISBN 0-662-80696-4

Cat. No. H21-125/1995F

POINTS Tournants :

Les Canadiens d'un océan à l'autre tracent une nouvelle voie pour le développement sain des enfants et des adolescents

Les objectifs nationaux pour le développement sain des enfants et des adolescents

R E M E R C I E M E N T

Santé Canada tient à remercier les centaines de Canadiens et de Canadiennes qui ont généreusement donné de leur temps et de leurs compétences pour participer à la rédaction de ce document.

T A B L E D E S M A T I È R E S

Les objectifs nationaux pour le développement sain des enfants et des adolescents	2
1. L'élaboration d'objectifs nationaux.	3
Les origines	3
S'adapter aux changements	3
Une nouvelle conception de la santé.	4
Notre responsabilité commune.	4
L'établissement des objectifs : un processus de consultation générale	5
Les collectivités autochtones.	6
Les résultats des consultations	7
Le rôle du gouvernement fédéral	7
2. Les objectifs nationaux	9
3. Pour faire avancer le programme	22

LES OBJECTIFS NATIONAUX POUR LE DÉVELOPPEMENT SAIN DES ENFANTS ET DES ADOLESCENTS

MISSION

Sauvegarder et améliorer la santé et le bien-être de tous les enfants et adolescents au Canada.

OBJECTIFS

Accorder de l'importance à tous les enfants et adolescents au Canada et partager la responsabilité de leur développement sain.

Soutenir les familles dans leur rôle de principal dispensateur de soins aux enfants.

Faire en sorte que la promotion de la santé et la prévention des maladies, des incapacités et des blessures chez les enfants et les adolescents soient une priorité des politiques de santé publique.

Réduire la pauvreté chez les enfants, et la famille.

Protéger les enfants et les adolescents contre les mauvais traitements, la violence, les injustices et la discrimination.

S'assurer que les jeunes ont des occasions de participer aux décisions sur leur développement sain et les encourager à choisir des modes de vie sains.

Accroître la capacité des collectivités à promouvoir et à améliorer un développement sain chez les enfants et les adolescents.

Élaborer conjointement des stratégies efficaces pour améliorer la santé de façon mesurable chez les enfants et les adolescents.

1 L'ÉLABORATION D'OBJECTIFS NATIONAUX

Les origines

Dans le cadre du Sommet mondial pour les enfants de 1990, qui était coprésidé par le Canada, 71 pays ont adopté une déclaration mondiale pour la survie, la protection et le développement des enfants. Ce sommet a été l'élément déclencheur du processus d'élaboration de buts nationaux en matière de santé pour les enfants.

Le gouvernement du Canada a ratifié la *Convention relative aux droits de l'enfant* des Nations Unies en 1991. Le principe fondamental de chaque article de cette Convention est que «l'on doit toujours agir dans le meilleur intérêt de l'enfant». La Convention souligne la responsabilité qui incombe au gouvernement et aux adultes à l'égard des enfants (10 à 18 ans) et de leur famille pour ce qui est d'assurer à l'enfant le droit de survivre, d'être protégé et de pouvoir se développer. La *Convention relative aux droits de l'enfant* a servi de cadre de travail principal pour l'élaboration de buts nationaux en matière de santé pour les enfants.

S'adapter aux changements

L'environnement social et économique de nos enfants et de nos adolescents est radicalement différent de ce qu'il était. Des changements importants dans la structure familiale, l'économie et le marché du travail et les contraintes croissantes des dépenses gouvernementales nous posent un défi à tous. De nouvelles approches sont nécessaires pour assurer la prospérité globale du Canada et maintenir un environnement social de qualité pour nos enfants.

Au cours des deux dernières décennies, il y a eu d'importants progrès sur le plan de la connaissance des facteurs qui influent sur le développement sain de l'enfant et des effets de la dégradation des environnements sociaux. Ces progrès de la connaissance, ainsi que le climat de changement économique et social actuel, ont conduit à l'élaboration de nouvelles stratégies visant à améliorer le sort des enfants et des adolescents.

Le présent document énonce une mission, qui consiste à sauvegarder et à améliorer la santé et le bien-être de tous les enfants et adolescents au Canada, ainsi que huit objectifs qui aideront les Canadiens et les Canadiennes à accomplir cette mission.

Ces objectifs reconnaissent les réalités sociales et économiques propres au Canada. Ils reposent sur les nouvelles connaissances en matière de développement sain de l'enfant qui ressortent des recherches effectuées ces dernières années.

Une nouvelle conception de la santé

Les Canadiens sont à juste titre fiers de leur système de soins de santé qui a contribué à améliorer grandement la santé publique au cours des dernières décennies. Nous en sommes toutefois venus à la conclusion - d'après un ensemble croissant de résultats de la recherche - qu'une meilleure santé n'est pas le fait de meilleurs soins de santé seulement. Si nous voulons améliorer la santé et le bien-être de tous nos enfants et de tous nos adolescents au Canada, nous devons regarder au-delà des soins de santé et examiner les grands facteurs déterminants de la santé.

Les facteurs clés qui aident à déterminer la santé des enfants comprennent les habitudes alimentaires inculquées par leurs familles, les ressources financières de leurs parents et leur propre constitution biologique. Un milieu sûr et

stimulant favorable au jeu et à l'exploration aide les jeunes enfants à développer les capacités d'apprentissage et d'adaptation dont ils auront besoin en devenant adulte. D'autres facteurs déterminants qui encouragent un développement sain comprennent l'établissement de relations positives, le développement de l'estime de soi et l'expérience du succès.

Nous savons que les effets des expériences prénatales et celles de la première enfance sur la santé, le bien-être et la compétence au cours des années qui suivent sont puissants et durables. Les connaissances actuelles en ce qui a trait aux grands facteurs déterminants de la santé nous permettent de mieux comprendre ce qui donne la santé à nos enfants et nous ouvrent de nouvelles possibilités d'améliorer le sort des enfants et des adolescents tout en réduisant les coûts à long terme.

Les huit objectifs relatifs au développement sain des enfants et des adolescents fournissent une structure uniforme qui est propice à la compréhension et à l'action, et qui se fonde sur les grands facteurs déterminants de la santé.

Notre responsabilité commune

Le fait de veiller à ce que tous les enfants et tous les adolescents canadiens aient la meilleure chance de se développer sainement n'est pas l'unique responsabilité des médecins et des hôpitaux. De plus, ce n'est pas la responsabilité exclusive des gouvernements qui agissent au nom des citoyens. C'est la responsabilité commune de tous les Canadiens et Canadiennes dans les collectivités de l'ensemble de ce pays.

Ce message est clairement ressorti d'un dialogue avec des Canadiens et des Canadiennes sur le développement sain des enfants et des adolescents. Les objectifs nationaux décrits dans le présent document reflètent les aspirations des nombreux Canadiens de toutes les régions du pays qui ont participé au processus visant à les établir et à les peaufiner.

Ces Canadiens et Canadiennes ont aussi précisé clairement que, pour atteindre ces objectifs, on doit fermement s'engager à travailler dans ce but. On ne doit pas parler dans le vide.

Pour atteindre ces objectifs, les nombreux partenaires devront s'engager et fournir des efforts, y compris, entre autres, les gouvernements aux niveaux fédéral, provincial, territorial et local, les écoles et les autres établissements publics, les patrons et les syndicats, les parents et les collectivités, les dispensateurs de services dans le domaine de la santé, les services sociaux et les autres secteurs, et les jeunes eux-

mêmes. L'atteinte de ces objectifs nécessite aussi l'appui des Canadiens de tout âge.

L'établissement des objectifs : un processus de consultation générale

L'établissement des objectifs nationaux a entraîné la création de partenariats entre Santé Canada et divers organismes dont l'Institut canadien de la santé infantile, l'Association canadienne de santé publique et la Société canadienne de pédiatrie.

Il a fallu quatre ans pour établir ces objectifs au moyen d'une consultation auprès d'un groupe national de travail composé d'experts, des gouvernements provinciaux et territoriaux, de groupes autochtones et de membres de collectivités de tout le Canada. Entreprises en 1992, les consultations ont eu lieu dans chaque province et territoire. Plus de 900 personnes y ont participé, y compris des experts sur les questions relatives aux enfants et aux adolescents, des représentants des gouvernements provinciaux et territoriaux, des organisations non gouvernementales, des établissements de recherche, des organisations autochtones et des groupes de jeunes. de même que des groupes communautaires.

Parmi les faits saillants, citons les ateliers communautaires où un vaste éventail de participants de toutes les provinces et territoires étaient présents. Des jeunes, des parents, des représentants de groupes autochtones et de groupes multiculturels, ainsi que des représentants des services de santé, des services sociaux, de l'éducation, de la justice et des secteurs récréatifs ont fourni des observations utiles sur un document intitulé : *Une vision de la santé pour les enfants et les adolescents canadiens*. L'Association canadienne de santé publique a dirigé des ateliers communautaires et résumé les résultats dans une *Consultation pancanadienne sur la vision et les objectifs généraux nationaux proposés au sujet de la santé des enfants et des adolescents canadiens*.

Environ 200 représentants de tous les gouvernements provinciaux et territoriaux canadiens ont contribué au processus de consultation. Plusieurs d'entre eux ont fourni une aide et des observations suivies et aidé à définir un rôle approprié pour le gouvernement fédéral dans l'établissement d'objectifs nationaux.

Les diverses étapes qui ont été franchies, les ressources produites et les principaux organismes qui ont participé au processus de consultation figurent à la fin de ce document.

Les collectivités autochtones

Quatre organisations autochtones - l'Assemblée des Premières Nations, le Congrès des autochtones, Pauktuutit (Association des femmes Inuit) et le Ralliement national des Métis - ont procédé à un examen du projet avec plusieurs de leurs membres.

Bien qu'ils appuient l'idée d'une vision nationale de la santé des enfants et des jeunes, les participants autochtones à cet examen ont généralement estimé que les objectifs provisoires ne reflétaient pas la réalité des Autochtones.

La santé des enfants autochtones est pire que celle du reste de la population canadienne. Une très forte proportion des Autochtones vivent sous le seuil de la pauvreté (selon la définition du seuil de pauvreté, établi par Statistique Canada), et beaucoup se retrouvent dans des conditions semblables à celles des pays en développement. Le taux de mortalité infantile chez les membres des Premières Nations est environ deux fois plus élevé que celui de la moyenne canadienne. Les enfants autochtones sont plus sujets aux troubles de santé mentale à cause des nombreux problèmes sociaux et économiques qu'ils éprouvent. Le taux de suicide chez les jeunes Indiens est cinq fois plus élevé que celui de l'ensemble de la population canadienne. Les enfants autochtones présentent un plus haut

taux de mortalité que les autres enfants du Canada à la suite de blessures.

Au cours du processus d'examen, on a souvent mentionné que les groupes et les chefs autochtones devraient élaborer leur propre vision des objectifs visant à faire des jeunes Autochtones des enfants et des adolescents en bonne santé.

Les enseignements traditionnels favorisent la valorisation de soi chez les enfants et les jeunes Autochtones. Les participants ont souligné le fait que les enfants, les jeunes et les familles autochtones avaient le droit de connaître leurs traditions et leurs cultures, où qu'ils vivent. On a souligné que les enfants autochtones vivant en milieu urbain avaient surtout besoin d'aide pour survivre dans la société. De nouveaux modèles globaux de guérison doivent être encouragés au niveau communautaire.

De nombreux participants au processus d'examen ont également soulevé les questions de discrimination et de mauvaises conditions de vie ainsi que leurs conséquences sur les enfants et les jeunes Autochtones. Ils ont souligné la nécessité d'aider les Autochtones à établir des objectifs appropriés en matière de santé pour leurs jeunes.

En conséquence, les objectifs nationaux énoncés dans le présent document ne concernent pas spécifiquement les stratégies propres aux enfants et aux jeunes Autochtones. Toutefois, on doit noter que la mission nationale consistant à améliorer la santé et le bien-être de tous les enfants et de tous les adolescents au Canada ne sera pas accomplie tant que

les injustices historiques touchant les Autochtones ne seront pas rectifiées.

Les résultats des consultations

Dans l'ensemble, on s'est dit fortement en faveur de l'établissement d'objectifs nationaux qui reconnaissent les grands facteurs déterminants de la santé situés à l'extérieur du système de soins de santé, y compris les facteurs propres à l'aspect social et économique.

Parmi les grands thèmes qui sont ressortis du processus de consultation, on a mentionné la nécessité :

- de valoriser les enfants et les adolescents pour leur propre bien;
- de reconnaître notre part de responsabilité quant à leur bien-être;
- d'encourager la participation des enfants et des jeunes à leur propre développement sain;
- de reconnaître l'importance des familles;
- de travailler en vue de réduire grandement la pauvreté et l'injustice;

- de donner aux collectivités le pouvoir et les ressources qui permettent le changement.

D'importants changements ont été apportés aux objectifs provisoires initiaux pour tenir compte des observations et des recommandations formulées au cours des consultations.

Le rôle du gouvernement fédéral

Au cours des consultations, on a interrogé les participants sur le rôle approprié du gouvernement dans l'encouragement du développement sain des enfants et des adolescents.

Selon les réponses obtenues dans le cadre des consultations, le gouvernement fédéral devrait :

- assurer le leadership au moyen d'objectifs nationaux et aider les gouvernements provinciaux et territoriaux, ainsi que les collectivités, à établir des cibles et des objectifs appropriés selon les priorités régionales et locales;
- encourager l'innovation, les stratégies de promotion et de prévention, ainsi que le développement d'une capacité communautaire;
- rendre le public plus sensible aux facteurs déterminants du développement sain des enfants et des adolescents;

- encourager la collaboration et établir des partenariats entre les secteurs et les disciplines.

Ces points de vue ont influé sur l'établissement d'objectifs nationaux et ont aidé à concevoir le plan d'action mentionné dans la section «Pour faire avancer le programme» (page 22).

2 LES OBJECTIFS NATIONAUX

Introduction

La définition d'objectifs communs qui portent sur le développement sain et ses nombreux facteurs déterminants, qu'ils soient biologiques, émotionnels, sociaux ou économiques, constitue la première mesure d'un processus permanent de participation visant à améliorer la santé et le bien-être des jeunes du Canada.

Ces objectifs nationaux visent à fournir une orientation cohérente mais souple aux Canadiens afin de créer une force motrice et de réaliser des progrès en matière de développement sain des enfants et des adolescents. Ils ne cherchent pas à prescrire des priorités particulières aux provinces, aux territoires ou aux communautés, mais ils tiennent lieu de principes d'action.

Aucun objectif individuel n'est isolé des autres. Ils sont tous reliés, ils reposent les uns sur les autres et ils se renforcent mutuellement. L'effet créé par l'atteinte de ces objectifs sera cumulatif tout au long de l'existence des enfants. Par exemple, les bébés qui prennent un bon départ dans la vie seront plus susceptibles d'être des enfants et des jeunes en santé. Les expériences de la prime enfance ont une incidence importante sur l'apprentissage et l'adaptation plus tard dans la vie. Les familles qui obtiennent du soutien dans

leurs collectivités et qui reçoivent l'aide dont elles ont besoin dans leur rôle parental seront beaucoup plus susceptibles d'élever des enfants sains.

Les huit objectifs ne sont pas classés par ordre de priorité. De fait, d'après les observations tirées des consultations, on a délibérément décidé de ne pas les numéroter pour bien indiquer qu'ils sont tous d'égale importance.

Sous chacun des énoncés des objectifs, on trouve une brève description générale de certains des points qui ont conduit les Canadiens et les Canadiennes à l'appuyer comme objectif national. Les points décrits ne prétendent pas être complets. Les points particuliers soulevés varient selon la région ou la collectivité. La priorité accordée à ce qu'il faudrait faire pour atteindre chaque objectif diffère également selon les circonstances sociales et économiques. Par exemple, la plus importante chose pour une collectivité aujourd'hui peut consister à réduire le chômage et le sous-emploi; dans une autre, la priorité peut être de fournir des services de soutien aux femmes enceintes et aux nouvelles mères.

Les besoins pressants d'une collectivité peuvent différer selon les circonstances.

Des problèmes comme la pauvreté, les mauvais traitements et la discrimination causent des inquiétudes immédiates à toutes les collectivités à cause de l'effet négatif qu'ils ont sur le tissu social canadien.

Ces objectifs doivent nous aider à rester sur la bonne voie, à prendre conscience de nos succès et à nous rappeler tout le chemin qu'il nous reste à parcourir.

Accorder de l'importance à tous les enfants et adolescents au Canada et partager la responsabilité de leur développement sain

Les Canadiens et les Canadiennes partagent la croyance que les enfants et les adolescents doivent être valorisés pour eux-mêmes, et non seulement pour les adultes qu'ils deviendront. Il est important de reconnaître que les enfants sont les citoyens de demain, qu'ils sont l'avenir de notre société, mais il est encore plus important de reconnaître que les enfants et les jeunes ont leurs propres droits aujourd'hui. Ils ont la priorité lorsqu'il s'agit de nos soins et de nos ressources.

Les familles ont besoin du soutien de leur collectivité pour élever des enfants en santé. Tous les Canadiens et Canadiennes partagent la responsabilité des enfants et des adolescents de notre pays. Cette responsabilité, bien au-delà de nos familles immédiates, est fondamentale

dans les valeurs de la société canadienne. Elle traduit notre sens de l'appartenance à une société compatissante, aspect distinctif de notre caractère national.

Tous les Canadiens et Canadiennes, et toutes les institutions de notre société, qu'elles soient économiques, sociales ou politiques, ont la possibilité de démontrer que nous valorisons les enfants. Les gouvernements ont un rôle à jouer en assurant la direction et en fournissant les ressources, mais leur rôle ne s'arrête pas là. Parce que nous savons que le développement sain des enfants et des adolescents n'est pas simplement le produit du système de services de santé et de services

sociaux, il faut assurer la participation des autres secteurs qui touchent l'ensemble des facteurs déterminants de la santé.

Par exemple, les employeurs et les syndicats peuvent travailler ensemble pour élaborer et proposer des politiques respectueuses de la famille en milieu de travail de sorte que les parents puissent s'acquitter de leurs responsabilités au travail sans sacrifier leurs obligations familiales. Les dirigeants des villes, des collectivités et des quartiers peuvent réunir les gens pour découvrir comment promouvoir des familles plus en santé. Les dispensateurs de services de tous les secteurs peuvent joindre leurs forces pour mettre en commun des idées et des expériences de même que coordonner les ressources et les évaluations. Les écoles peuvent servir de point central d'activités communautaires et de soutien aux familles. Les jeunes eux-mêmes peuvent participer et apporter une contribution unique à leur collectivité en découvrant de nouvelles solutions.

La valorisation de tous les enfants et de tous les adolescents du Canada signifie que tous les enfants et tous les jeunes ont droit à une possibilité équitable de santé et de bien-être. Nous savons que tous les enfants ne partent pas dans la vie avec les mêmes avantages. Nos stratégies visant un développement sain devraient s'efforcer d'égaliser les chances, chaque fois que la chose est possible, en offrant les appuis supplémentaires nécessaires pour surmonter les déficits dans l'environnement de l'enfant.

Souvent, nous ne pouvons pas surmonter certains désavantages biologiques avec lesquels les enfants sont nés, mais les enfants handicapés et leurs parents nous ont enseigné que les approches qui mettent l'accent et qui misent sur la *capacité* peuvent avoir des effets positifs importants sur le développement.

Soutenir les familles dans leur rôle de principal dispensateur de soins aux enfants

La plupart des enfants grandissent dans une famille. Les structures familiales et les rôles parentaux peuvent ne pas être comme il y a 20 ou 30 ans, mais les parents demeurent les personnes les plus importantes dans la vie de leurs enfants. Ils ont le rôle premier de nourrir et d'élever leurs enfants. Les dispensateurs de soins primaires peuvent aussi comprendre les beaux-parents, les grands-parents et les autres parents et gardiens.

Les familles en santé offrent un environnement stable et sûr où les enfants peuvent faire l'expérience de la confiance, de l'empathie et de la curiosité, facteurs fondamentaux du développement sain des jeunes. Les collectivités peuvent jouer un rôle précieux pour ce qui est d'aider les familles à élever leurs enfants.

La grossesse et la prime enfance sont des périodes cruciales pour soutenir les familles. La santé de la mère est le facteur le plus important pour la santé du bébé. Un bon départ dans la vie peut avoir des effets positifs durables sur la santé des enfants.

Après la naissance du bébé, de nombreux parents ont besoin de soutien pour les aider à s'acquitter de la responsabilité de prendre soin de l'enfant. Les services de soutien postnatal peuvent aider à réduire l'isolement et l'angoisse des parents et leur offrir l'information nécessaire sur le développement sain de l'enfant. L'information et l'aide aux parents devraient commencer au début et se poursuivre tout au long des diverses phases de développement des enfants et des adolescents.

Les familles ont besoin d'une base de soutien de quartier, notamment des services de garderie, des écoles, des terrains de jeu et d'autres activités récréatives à l'intention des enfants et des adolescents. Les approches communautaires peuvent prendre la forme de centres d'accueil des parents et des enfants, de counseling familial, de groupes d'éducation des parents ou de réseaux de garderie privées. Les parents d'enfants ayant des troubles de développement ou des handicaps physiques, ou souffrant d'une maladie grave, ont des besoins particuliers qui doivent être satisfaits. Il faut pour cela des initiatives comme les services de soins de répit et les services de soins de santé à domicile.

Dans la plupart des familles canadiennes, les deux parents travaillent à l'extérieur de sorte qu'ils ont besoin de services de garderie de qualité et abordables. Les parents ont besoin de services de garderie qui conviennent à leurs horaires de travail. Les enfants devraient profiter de garderies qui stimulent le développement au cours de la prime enfance et qui sont sensibles aux divers besoins culturels. La recherche démontre que des services de garderie de qualité profitent aux enfants, particulièrement à ceux qui vivent dans la pauvreté ou dans une situation familiale instable.

Il faut aussi des politiques respectueuses de la famille en milieu de travail. De nombreux parents, particulièrement les femmes, subissent du stress à cause des conflits entre les exigences du milieu de travail et leurs obligations à la maison. Parmi les initiatives éventuelles en milieu de travail, mentionnons les heures de travail souples, les avantages pour les employés à temps partiel, le congé parental prolongé, le congé pour obligations familiales et les garderies parrainées par les employeurs.

Les familles sont caractérisées par des structures, des tailles et des influences culturelles différentes. Les collectivités doivent être sensibles aux besoins de la famille sous toutes ses formes. Une mère qui est le seul soutien de sa famille peut avoir besoin d'une garderie et d'une formation en cours d'emploi. Une famille biparentale écrasée par les responsabilités du soin des enfants et de parents âgés peut avoir besoin de services de répit. Pour les familles vivant dans les immeubles en hauteur des centres urbains, des espaces verts et des terrains de jeu sécuritaires pour les enfants peuvent devenir une priorité.

Faire en sorte que la promotion de la santé et la prévention des maladies, des incapacités et des blessures chez les enfants et adolescents soient une priorité des politiques de santé publique

La promotion de la santé signifie qu'il faut encourager les gens à prendre en main l'amélioration de leur propre santé. La prévention met l'accent sur les efforts visant à contrôler les maladies transmissibles et à réduire les handicaps, les blessures et les décès prématurés. Les stratégies de promotion et de prévention peuvent réduire de façon importante les coûts des soins de santé et les coûts humains des maladies et des blessures, améliorant ainsi la qualité de vie des Canadiens.

Pour être efficaces, les stratégies de promotion et de prévention pour les familles et le développement sain des enfants et des adolescents doivent commencer très tôt.

De bons soins prénatals peuvent contribuer à réduire l'incidence du faible poids à la naissance. Les femmes ont besoin d'information et de soutien pour maintenir leur propre santé et celle de leur bébé pendant la grossesse. Les mères peu instruites et à faible revenu, ainsi que les mères adolescentes, sont plus susceptibles que d'autres femmes d'avoir un bébé à faible

poids à la naissance. Des formes d'appui et des services supplémentaires devraient exister pour rejoindre les femmes enceintes et les nourrissons qui sont le plus à risque d'avoir une mauvaise santé.

Des stratégies en matière de santé qui mettent l'accent sur des comportements sains doivent viser les jeunes. On connaît bien le risque pour la santé, particulièrement chez les femmes enceintes et les bébés, que posent l'abus de l'alcool, le tabagisme et la consommation d'autres drogues. Par exemple, le syndrome d'alcoolisme foetal peut avoir des effets dévastateurs sur le développement. Les bébés sont également affectés par les maladies transmises sexuellement.

La prévention de la maladie demeure un aspect intégral de la politique de santé. Par exemple, l'immunisation a aidé à prévenir de nombreuses maladies contagieuses de l'enfance qui tuaient autrefois beaucoup d'enfants dans les collectivités. Toutefois, les défis demeurent toujours, principalement celui de la coordination entre les différents ordres de gouvernement, pour régler efficacement les problèmes naissants.

Dans l'ensemble, la santé physique des enfants et des jeunes s'améliore au Canada, mais les maladies respiratoires constituent une préoccupation croissante. L'asthme chez les enfants d'âge pré-scolaire a augmenté de presque 25 p. 100 au cours des dix dernières années.

Des comportements comme l'usage du tabac, le régime alimentaire, l'inactivité physique et l'obésité peuvent prédisposer les enfants et les jeunes à l'athérosclérose très tôt, conduisant à un potentiel accru de maladie cardiaque plus tard dans la vie.

La santé émotionnelle des enfants et des jeunes est une autre préoccupation. Près de 20 p. 100 des jeunes au Canada éprouvent des problèmes de santé mentale. Chez les adolescents, le suicide est la deuxième cause de décès. De nombreux enfants et adolescents risquent la pauvreté, des mauvais traitements physiques et sexuels, des relations familiales néfastes et la toxicomanie. Il est urgent de prendre des mesures visant à prévenir ou à contrecarrer ces facteurs de risque afin de promouvoir le bien-être émotionnel et l'estime de soi.

Les blessures demeurent la principale cause de décès des enfants et des adolescents après la première année de vie et la principale cause d'hospitalisation. Les politiques d'intérêt public devraient s'accompagner d'initiatives d'éducation publique et d'une réglementation efficace.

L'éducation publique constitue un instrument efficace pour communiquer aux gens pourquoi, comment, quand et où la plupart des blessures se produisent. Des parents informés et d'autres intervenants de la collectivité peuvent faire beaucoup, par exemple, pour rendre les terrains de jeu et d'autres endroits plus sûrs pour les enfants.

L'intervention réglementaire est un autre moyen de prévenir les blessures ou de réduire leur gravité.

Un environnement sûr et sain pour les enfants et les jeunes comprend la réduction de la pollution environnementale. Les enfants sont particulièrement vulnérables aux effets des déchets toxiques, de l'eau contaminée, de l'empoisonnement par le plomb et d'autres dangers environnementaux. La viabilité environnementale doit comprendre des stratégies de santé qui tiennent compte des incidences complexes et interreliées sur la population et la nature.

Réduire la pauvreté chez les enfants et les familles

Au Canada de nos jours, un enfant sur six grandit dans la pauvreté. La pauvreté nie aux enfants et aux adolescents l'égalité des chances dans la vie. Les Canadiens et les Canadiennes doivent faire une priorité de la nécessité de répondre aux besoins fondamentaux des familles pauvres et d'empêcher les familles à faible revenu de tomber dans la pauvreté.

Les effets de la pauvreté sont envahissants. Les problèmes de santé associés à la pauvreté sont bien connus, notamment une probabilité supérieure de faible poids à la naissance, une alimentation insuffisante, les décès de nourrissons et d'enfants, l'invalidité à long terme, les troubles psychiatriques et un mauvais rendement scolaire. L'influence de la pauvreté sur la vie familiale va au-delà du manque d'argent pour s'offrir une habitation convenable ou un régime alimentaire varié et suffisant. Les difficultés financières accroissent le stress familial et réduisent la capacité des familles de s'en sortir, ce qui en retour menace la santé émotionnelle des enfants.

Les besoins physiques fondamentaux de tous les enfants du Canada -alimentation, logement et soins - doivent être satisfaits. Leurs parents doivent pouvoir trouver du travail et obtenir une vie décente pour eux et pour leurs enfants. De nombreuses familles ont été frappées durement par les récessions économiques de la dernière décennie. Ceux et celles qui travaillent trouvent plus difficile d'équilibrer leur budget avec ce qu'ils gagnent. En dollars réels, le revenu des jeunes familles ayant des enfants diminue.

Il est vital pour l'estime de soi des parents qu'ils puissent maintenir, ou dans certains cas recouvrer, leur indépendance financière. Il est également vital que dans les circonstances où les parents sont incapables d'équilibrer leur budget, une aide soit offerte pour que la famille conserve sa dignité.

Des stratégies visant à aider les familles pauvres et à faible revenu peuvent contribuer à éliminer les obstacles. Par exemple, tous les enfants ont besoin de possibilités récréatives et d'enrichissement pour développer leur potentiel, mais de nombreux programmes communautaires sont assortis de frais ou nécessitent l'achat d'équipement que les familles pauvres ne peuvent se permettre.

Le manque de services de garde d'enfant subventionnés empêche les parents, particulièrement les parents seuls, de pouvoir acquérir l'éducation, la formation et l'expérience de travail dont ils ont besoin pour obtenir un emploi stable. Les enfants dont la famille n'a pas accès à un service de garderie de qualité à cause du manque de ressources peuvent perdre les possibilités de stimulation et d'apprentissage nécessaires pour leur permettre de réaliser leur plein potentiel plus tard dans la vie.

Il existe un lien direct entre la situation économique et sociale des personnes et leur santé. Lorsqu'une collectivité ou un quartier lutte contre la pauvreté, le développement sain de ses enfants et de ses jeunes est à risque en raison du manque d'habitation adéquat ou d'activités récréatives, et à cause du manque de perspectives d'avenir et de la perte de l'espoir.

La réduction des disparités est dans l'intérêt de tous les Canadiens et Canadiennes. D'un point de vue social élargi, les études ont révélé qu'une société raisonnablement prospère, qui partage la richesse équitablement, est plus susceptible d'avoir une population en santé.

Protéger les enfants et adolescents contre le mauvais traitements, la violence, les injustice et la discrimination

Les mauvais traitements, la violence et la discrimination développent et entretiennent l'injustice. L'intervention visant atteindre cet objectif de protection nécessite la participation de nombreux secteurs, notamment la santé, la justice, les services sociaux et l'éducation. Des initiatives doivent mettre l'accent sur la prévention des mauvais traitements, de la violence et de la discrimination, et sur l'intervention lorsqu'ils se produisent. La sensibilisation du public et le soutien communautaire sont essentiels.

La santé physique, mentale et émotionnelle des enfants et des jeunes est menacée par les mauvais traitements et la violence. Des études révèlent que les mauvais traitements à l'égard des enfants a des effets négatifs considérables sur leur développement tant dans l'immédiat qu'à long terme. Une sensibilisation accrue du public permet d'encourager le

signalement des agressions sexuelles et autres formes de mauvais traitements. Nous ne faisons que commencer à connaître l'ampleur du problème. Un autre problème social qui s'est manifesté et qui menace le développement de l'enfant est la violence contre les femmes. Les enfants sont souvent les témoins impuissants des agressions à l'endroit d'un conjoint.

Les enfants et les jeunes qui ont souffert de mauvais traitements et de négligence ont besoin d'aide pour guérir. Ils ont besoin de services de counseling et d'une variété d'autres services de soutien. C'est également vrai pour les jeunes de la rue et les adolescents sans abris dont bon nombre ont fui des familles dysfonctionnelles.

Plusieurs se sont également enfui du système des services aux enfants qui s'est montré incapable de répondre leurs besoins.

Pour commencer à rompre de cycle de la violence, tous les enfants et adolescents ont besoin d'appui et de conseils pour apprendre à établir et entretenir des relations saines et régler les conflits d'une manière non menaçante. Certaines écoles ont pris la tête en aidant à enseigner aux enfants les moyens de résoudre les conflits.

La plupart des parents, qu'ils vivent dans une grande ou une petite ville, craignent pour la sécurité de leurs enfants. Les écoles ont un important rôle à jouer, avec les parents, pour enseigner aux enfants à identifier et à éviter les situations à risque élevé. Elles ont également la responsabilité de se joindre à la collectivité pour protéger les enfants contre les agressions, la brutalité et la violence à l'école et la collectivité.

Toute discrimination a un effet négatif sur la santé mentale et physique. Qu'elle se fonde sur l'âge, le sexe, la race, l'origine ethnique, la classe sociale, les capacités, la religion ou l'orientation sexuelle, la discrimination est un comportement acquis qui mine les relations sociales et qui cause des conflits profonds. L'éducation est essentielle pour encourager la compréhension et la tolérance.

Au Canada, environ un enfant sur vingt souffre d'un handicap. Les enfants et les jeunes handicapés devraient pouvoir profiter d'une participation entière aux activités communautaires. De nombreuses personnes ayant des troubles de développement et d'autres handicaps exercent leur profession avec succès, et beaucoup d'autres pourraient y arriver si on leur en donnait la chance. Il faudrait supprimer les obstacles à une participation entière et égale à l'école, à la vie communautaire et au marché du travail. Toute société responsable et démocratique qui accorde de la valeur à la santé et au bien-être de ses enfants devrait se préoccuper d'assurer à tous des chances égales à un développement sain, surtout dans le cas des enfants qui vivent dans des conditions défavorables.

S'assurer que les jeunes ont des occasions de participer aux décisions sur leur développement sain et les encourager à choisir des modes de vie sains

De tous les objectifs, la participation significative des enfants et des adolescents à leur développement sain et à celui de leurs pairs a frappé une corde sensible commune chez les Canadiens et les Canadiennes qui ont participé aux consultations. Les jeunes eux-mêmes ont contribué de façon importante, par leurs idées et leur enthousiasme, au succès des ateliers de consultation.

Les jeunes veulent avoir un mot à dire au sujet de ce qu'ils considèrent important. Trop souvent, le monde des adultes rejette leur point de vue. La voix des jeunes doit être entendue, particulièrement sur les questions qui touchent leur bien-être. On devrait faire appel aux jeunes pour aider à façonner les politiques et les programmes qui les concernent. Une participation significative des jeunes est impossible à moins que les structures et les politiques institutionnelles y fassent appel, et qu'on leur en donne la chance. Les jeunes doivent pouvoir acquérir les compétences nécessaires pour participer pleinement. La participation s'accompagne de la responsabilité.

Il y a des jeunes qui savent bien s'exprimer et qui sont bien conscients de la réalité dans chaque école, chaque quartier et chaque collectivité. Plutôt que de parler **d'eux** et de leurs problèmes, nous devrions en parler **avec eux**.

Souvent, ils voient les choses beaucoup plus clairement que ceux qui essaient de les aider. Un enfant qui a fait l'expérience du système de protection de l'enfance ou du système de justice juvénile peut apporter des idées précieuses sur la façon dont ces systèmes le touchent, à savoir s'ils sont pénibles ou s'ils sont utiles.

Les collectivités qui se préoccupent que leurs jeunes soient menacés par des comportements désespérés ou malsains comme la toxicomanie, la consommation d'alcool au volant ou les activités sexuelles sans protection pourraient organiser des débats avec des groupes de jeunes au sujet de ce qui se passe. Elles peuvent également réunir les ressources de la collectivité - parents, enseignants, travailleurs sociaux, policiers, agents de la santé publique et autres - pour déterminer les meilleurs moyens d'offrir et de renforcer les possibilités de choix sains.

Le fait d'offrir aux jeunes des possibilités d'apporter leur contribution à la vie communautaire et d'exercer leur responsabilité est une façon de soutenir leur développement sain. Nous devons donner aux jeunes la possibilité de

choisir un mode de vie sain mais, en fin de compte, ils doivent l'apprendre pour eux-mêmes.

Accroître la capacité des collectivités à promouvoir et à améliorer un développement sain chez les enfants et les adolescents

Tout au long des consultations, des Canadiens et des Canadiennes ont dit avec insistance que les collectivités devraient pouvoir déterminer leurs propres ressources et élaborer leurs propres stratégies pour améliorer l'environnement social et économique des enfants. Pour que cela soit possible, de nombreuses interventions sont nécessaires.

Les collectivités ont besoin d'information sur les enfants et les adolescents dans leur région. La plupart des bébés naissent-ils en santé? Les enfants arrivent-ils à l'école prêts à apprendre? Les collectivités ont également besoin de connaître les ressources disponibles, tant pour ce qui est des services spécialisés comme la protection de l'enfance que pour les services publics généraux comme l'éducation, la santé et les loisirs.

La suppression des obstacles donnerait aux collectivités la souplesse voulue pour utiliser les ressources existantes - institutionnelles, humaines et financières - de nouvelle façon. Les collectivités ont besoin du pouvoir nécessaire pour mettre en oeuvre leurs propres stratégies et en

être imputables devant les bailleurs de fonds et les gens dont la vie est touchée par ces stratégies.

Les écoles peuvent jouer un rôle vital. En établissant des partenariats avec des groupes de l'intérieur et de l'extérieur du secteur de l'éducation, les écoles peuvent assurer une orientation communautaire des activités visant à appuyer les familles. De nombreuses écoles offrent déjà un service de garderie ou un centre de ressources à l'intention des parents et des enfants.

Dans l'ensemble, les enfants et les adolescents atteignent des niveaux d'instruction supérieurs à ceux du passé. Toutefois, une proportion considérable d'enfants et d'adolescents ne réussissent pas bien à l'école. Les difficultés familiales et l'insuffisance du revenu sont deux des facteurs associés au mauvais rendement scolaire et aux taux de décrochage croissants. Les écoles ne peuvent pas éliminer les injustices sociales, mais elles peuvent essayer de compenser de sorte que chaque

élève ait la possibilité de développer son potentiel. Des solutions novatrices à l'instruction régulière en classe, par exemple, peuvent ramener dans le système d'éducation certains jeunes qui ont quitté l'école.

Les loisirs sont l'une des possibilités qui manquent souvent dans les collectivités défavorisées. Non seulement les loisirs offrent-ils des activités saines aux enfants et aux adolescents, mais ils leur donnent également une possibilité de développer l'estime de soi à mesure qu'ils acquièrent de nouvelles aptitudes. La confiance en soi acquise par les activités sportives et récréatives contribue au développement sain des enfants et des adolescents toute la vie durant.

De nombreuses collectivités ont besoin d'initiatives de développement économique pour accroître les possibilités que les parents s'aident eux-mêmes et aident leurs enfants. Tant le secteur privé que le secteur public ont comme rôle de stimuler les perspectives économiques.

Afin de réaliser de véritables progrès dans l'amélioration d'un développement sain, les collectivités ont besoin d'au moins un ingrédient important de plus. Elles ont besoin de la participation des personnes qui se préoccupent des enfants et des adolescents et qui sont déterminées à faire de leur collectivité un endroit idéal pour les familles.

Élaborer conjointement des stratégies efficaces pour améliorer la santé de façon mesurable chez les enfants et adolescents

La compréhension des facteurs déterminants d'ordre général de santé nous amène à conclure que nous ne pouvons pas simplement attendre que le système de soins de santé «crée» la santé. Par lui-même, le système de soins de santé ne peut pas apporter les changements nécessaires pour assurer le développement sain des enfants et des adolescents au Canada.

De nouvelles connaissances nous offrent la possibilité d'élaborer de nouveaux genres de stratégies qui traduisent ce que nous avons appris au sujet des facteurs déterminants du développement sain des enfants et des adolescents. Nous savons que des facteurs comme le niveau de revenu et les perspectives d'emploi, des familles fortes et offrant leur appui ainsi que des réseaux de soutien social dans les collectivités influent sur un développement sain. Ces aspects ne sont pas l'apanage d'un seul système de services.

Par conséquent, nous devons trouver des moyens de relier les limites traditionnelles et de collaborer à de nouvelles solutions. Des solutions complètes, faisant appel à tous les secteurs de la société, sont la voie de l'avenir. Il faut donc que les organisations bénévoles, professionnelles, commerciales, syndicales et de consommateurs collaborent avec les gouvernements et les organisations offrant d'autres points de vue, par exemple les groupes religieux, les groupes ethnoculturels et les organisations représentant les populations ayant des besoins spéciaux. La participation des jeunes, des familles et des collectivités est essentielle.

De même, la collaboration entre les divers ministères gouvernementaux et systèmes de services, comme la santé, les services sociaux, l'éducation, l'emploi, la justice, la formation et les loisirs, est essentielle pour élaborer des stratégies de prévention appropriées. Une meilleure collaboration contribue à réduire le double emploi, à maximiser l'utilisation des ressources disponibles et à faciliter une réaffectation efficace des fonds.

Partout au Canada, des pratiques créatrices réunissent les bailleurs de fonds, les dispensateurs de services et les collectivités pour mettre au point de nouvelles approches. Nous pouvons tirer des leçons de ces initiatives communautaires novatrices.

Il est essentiel de développer une capacité collective pour mesurer les résultats. Il faudra obtenir des données basées sur la recherche qui nous indiquent où nous en sommes actuellement pour ce qui est du développement sain des enfants et de jeunes et établir des objectifs réalisables afin d'améliorer les résultats. Une évaluation sera nécessaire pour déterminer si nos initiatives nous rapprochent des résultats escomptés.

La surveillance des résultats obtenus par diverses initiatives et approches nous dira également si nous arrivons à optimiser les fonds dépensés. Ces conclusions peuvent nous aider à prendre des décisions réfléchies quant au financement.

Il est important d'adopter une perspective à long terme et de ne pas attendre des résultats immédiats. Les stratégies de prévention sont généralement moins coûteuses à long terme que l'intervention après la crise. La prévention est également préférable eu égard aux coûts humains.

L'amélioration de la santé et du bien-être de tous les enfants et de tous les adolescents nécessitera de l'engagement, de la détermination et la volonté de travailler ensemble de façon novatrice.

3 POUR FAIRE AVANCER LE PROGRAMME

Une meilleure compréhension des facteurs déterminants d'un développement sain, accompagnée d'efforts pour relier les initiatives novatrices dans tout le Canada, contribuera à modifier les pratiques traditionnelles et à changer la principale orientation de nos efforts. Nous passons d'une intervention axée sur la correction coûteuse des problèmes à une orientation axée sur la prévention du risque et la promotion d'une meilleure santé et du bien-être de tous les enfants et de tous les jeunes. Une sensibilisation accrue renforcera également pour les Canadiens et les Canadiennes le lien vital entre l'investissement dans la prochaine génération et la santé sociale et économique du pays.

Un certain nombre d'initiatives importantes ont déjà été prises aux niveaux communautaire, provincial et fédéral pour nous orienter dans la bonne direction, notamment :

- un groupe varié de collectivités partout au Canada qui adoptent des approches en collaboration pour améliorer le sort des enfants et des adolescents;
 - la participation de fondations privées, du milieu des affaires et d'organismes non gouvernementaux.
- Misant sur ces efforts, Santé Canada prend des mesures allant dans le sens des recommandations du processus de consultation (voir page 5). En collaboration avec le secteur privé, les organisations non gouvernementales et d'autres ministères et groupes de travail du gouvernement, Santé Canada facilite l'établissement d'un effort à long terme pour faire avancer le programme dans trois secteurs cibles.
- La première priorité vise à accroître la compréhension publique des facteurs déterminants du développement sain de l'enfant - entre autres choses grâce aux conclusions récentes qui démontrent l'importance de nouvelles stratégies permettant d'améliorer les résultats pour les enfants et les adolescents;
- le Comité consultatif fédéral-provincial-territorial sur la santé de la population, et son rapport *Stratégies d'amélioration de la santé de la population: investir dans la santé des Canadiens*;
 - les efforts provinciaux et territoriaux en vue de promouvoir la coordination intersectorielle des politiques et des services destinés aux enfants et aux adolescents;

La deuxième cible consiste à traduire cette compréhension dans une nouvelle façon de penser et d'intervenir.

L'orientation porte sur les stratégies visant «la nouvelle génération» qui :

mettent l'accent sur la promotion et la prévention plutôt que sur le traitement et qui sont axées sur les résultats, en portant une attention particulière à fournir des chances équitables à chacun;

- encouragent la planification, la prise de décision et l'évaluation communautaires;
- améliorent la coordination entre les secteurs et les disciplines;
- relient les priorités d'aide aux enfants et aux adolescents à la santé sociale et économique du Canada;
- affectent des ressources aux initiatives qui produisent les meilleurs résultats.

Enfin, pour faciliter l'échange constant d'information, la solution de problèmes associés aux obstacles communs et la mise en oeuvre de stratégies efficaces, Santé Canada travaille avec d'autres partenaires - ministères fédéraux, organisations non gouvernementales et secteur privé - pour établir un réseau interactif national reliant les initiatives de développement sain des enfants dans les collectivités partout au Canada.

Sommaire du processus de consultation

1990

Discussions au sein du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social.

1991

Convocation à Ottawa de la première réunion du «Groupe de travail national d'experts» composé de représentants des gouvernements provinciaux, du secteur de l'enseignement, de maisons de recherche et d'organismes non gouvernementaux.

1992

Convocation à Ottawa de la deuxième réunion du groupe de travail national d'experts.

1992-1993

Discussion au niveau provincial dans toutes les provinces et dans les territoires.

Processus d'examen avec les Autochtones coordonné par quatre grandes organisations autochtones.

1994

Convocation d'un «Groupe national de maillage» par l'Association canadienne de santé publique (ACSP) à laquelle assistent 30 représentants d'organismes non gouvernementaux nationaux et d'Autochtones, pour aider à raffiner le processus de consultation local.

1994

Quatorze consultations communautaires convoquées par l'ACSP dans chacune des provinces et dans les territoires.

1995

Un Colloque national sur l'action communautaire auprès des enfants, sous l'égide de Santé Canada, de l'Institut canadien de recherches avancées et du Centre d'études des enfants à risque.

1995

Distribution du document final au comité consultatif fédéral, provincial, territorial sur la santé de la population de la Conférence des sous-ministres de la santé.

Sommaire des ressources produites

1991

Une vision de la santé pour les enfants et les adolescents canadiens (première ébauche)

1992

Une vision de la santé pour les enfants et les adolescents canadiens (deuxième ébauche à des fins de discussion publique)

1993

Rapport de synthèse des réunions avec des représentants provinciaux et territoriaux sur l'élaboration des objectifs nationaux de santé pour les enfants

1993

Vidéo *Kids Talk and Videotape*

1993

Groupe de travail sur les objectifs de santé des enfants inuit, préparé par l'Association des femmes inuit

1993

Une vision de la santé des enfants et des adolescents autochtones au Canada, préparé par le Conseil national des Autochtones du Canada

1994

La santé des enfants du Canada : un profil de l'Institut canadien de la santé infantile - Deuxième édition, Institut canadien de la santé infantile

1994

Les enfants oubliés du Canada : la santé des enfants et des adolescents métis, préparé par le Conseil national des Métis

1995

Consultation pancanadienne sur la vision et les objectifs généraux nationaux proposés au sujet de la santé des enfants et des adolescents canadiens, Association canadienne de santé publique

1995

Publication de *Points tournants*, version révisée du document intitulé *Une vision de la santé pour les enfants et les adolescents canadiens* de Santé Canada

1996

Livre portant sur les déterminants du développement sain des enfants et des adolescents, soulignant la recherche pertinente, les «meilleures pratiques» et les initiatives communautaires en cours au Canada, produit par le Centre d'études des enfants à risque et l'Institut canadien de recherches avancées.